

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 9 novembre 2023

Selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (Inegi), au T3 2023, l'activité mexicaine a enregistré une croissance annuelle de 3,3 % et de 0,9 % en glissement trimestrielle.

LE CHIFFRE A RETENIR

3,3 %

Taux de croissance annuel du PIB au T3 2023

Selon Fitch Ratings, cette croissance robuste (bien qu'en décélération par rapport au taux annuel du trimestre précédent – à 3,6 %) a été soutenue par la solidité du marché du travail, ainsi que la vigueur des remises de fonds qui continuent de porter la croissance de la consommation privée malgré la politique monétaire restrictive. En outre, l'économie mexicaine a été résiliente, en raison du dynamisme de l'activité économique aux Etats-Unis (+4,9 % g.a au T3 2023), impulsant le commerce entre les deux pays.

Par ailleurs, l'investissement privé a continué d'augmenter, notamment dans les machines et équipements, ainsi que dans la construction non résidentielle. Ceci continuerait d'indiquer une demande croissance pour la production manufacturière mexicaine en lien avec le *nearshoring*.

Par secteur d'activité, l'expansion annuelle la plus importante a été enregistrée par le secteur primaire (+5,3 % g.a), suivi de l'industrie (+4,5 % g.a) et enfin des services (+2,5 % g.a).

Mexique

Conjoncture macroéconomique

La résilience de l'économie au Mexique, portée par l'investissement et le nearshoring, a conduit Moody's à revoir à la hausse ses prévisions de croissance du PIB pour 2023, passant de 3,3 % à 3,5 %. L'agence note que l'activité économique a été en partie soutenue par un investissement robuste, la finalisation de projets inachevés et le *nearshoring*. Ainsi, Moody's prévoit que la croissance réelle du PIB du Mexique en 2025 se situe en moyenne entre 2 et 2,5 %, le pays continuant de profiter des avantages du *nearshoring*.

L'inflation au Mexique a ralenti pour le neuvième mois consécutif, et s'est établie à 4,26 % en octobre 2023 (contre 4,45 % en septembre), selon l'Inegi. Par rapport au mois précédent, l'indice national des prix à la consommation (INPC) a augmenté de 0,38 %, soit sa plus faible hausse en 4 mois et en dessous des 0,4 % attendus par le marché. L'inflation sous-jacente, qui exclut de son calcul les prix des biens les plus volatils (énergie et alimentation), a également ralenti pour s'établir à 5,5 % g.a en octobre, soit son niveau le plus bas en 24 mois. L'inflation des biens s'est située à 5,64 % g.a, enregistrant ainsi 11 mois de modération et marquant une tendance à la baisse, une situation qui n'a pas été observée dans les services, secteur dans lequel l'inflation a accéléré pour le deuxième mois consécutif en s'établissant à 5,34 % g.a en octobre.

Bien que l'inflation soit en baisse, la Banque du Mexique (Banxico) a décidé de maintenir son taux d'intérêt directeur à son niveau actuel, à 11,25 %. Il s'agit de la cinquième réunion consécutive au cours de laquelle Banxico décide de ne pas modifier son taux de référence. En effet, la Banque centrale considère qu'il sera nécessaire de maintenir le taux à son niveau actuel « pendant un certain temps » pour que l'inflation converge vers son objectif de 3 % +/- 1 pp. Banxico prévoit que l'inflation se situera à 4,4 % à la fin de l'année, soit une révision à la baisse de 30 ppb par rapport à la prévision de septembre.

Selon Banxico, entre janvier et septembre 2023, les envois de fonds vers le Mexique ont atteint 47,1 Mds USD, soit une hausse 9,5 % par rapport à la même période en 2022. Au cours des neuf premiers mois de 2023, les envois de fonds représentaient 80,4 % du total de 2022. Si cette tendance se maintient, en 2023, les envois de fond devraient dépasser de 63 Mds USD le montant total perçu en 2022. Les flux envoyés par les non-résidents ont continué de soutenir la balance courante et la consommation privée, mais l'appréciation significative du peso aurait érodé l'impact des envois de fonds sur la consommation.

L'investissement fixe brut au Mexique a maintenu une dynamique favorable en août, augmentant de 31,5 % g.a, stimulé par le secteur de la construction, en lien avec les projets phares du gouvernement fédéral et le nearshoring, qui a favorisé la création d'espaces industriels. Le secteur de la construction a enregistré une expansion de 47,4 % g.a en août, notamment grâce à la croissance de la construction non résidentielle (+96,2 % g.a), tandis que la construction résidentielle a reculé de 1,5 % g.a.

Les exportations mexicaines ont enregistré une contraction de 5,1 % g.a en septembre, selon les chiffres de l'Inegi. Cette diminution du dynamisme des exportations s'explique par une chute de 5,8 % des exportations non pétrolières, qui représentent 93,1 % du total des exportations. Au sein des exportations non pétrolières, les exportations manufacturières ont baissé de 6,6 % g.a en septembre, principalement en raison d'une chute de 11,9 % des exportations dans le secteur non automobile. En revanche, les exportations automobiles ont connu un ralentissement marqué, progressant seulement de 3,7 %, bien en deçà des 11,0 % du mois précédent, en raison de la grève aux États-Unis qui persiste depuis mi-septembre dans différentes usines.

En octobre, l'Indicateur de Confiance des Consommateurs (ICC) a enregistré une baisse mensuelle de 0,7 points, sa plus forte baisse en 15 mois, selon l'Enquête Nationale sur la Confiance des Consommateurs (ENCO) publiée par l'INEGI et Banxico. Avec ce recul, l'ICC s'est établi à 46,0 points, soit son niveau le plus bas en quatre mois.

Finances publiques

Le projet de budget fédéral pour 2024 a été approuvé par la Commission du budget de la Chambre des députés du Mexique. Celui-ci comprend des coupes et des réaffectations, sans modifier le montant total des dépenses. Ces coupes, qui incluent des réductions au sein du ministère de l'Énergie et au niveau des États et des municipalités, entraîneraient une réaffectation de 25,4 Mds MXN à Pemex, de 7,2 Mds MXN au Secrétariat des Infrastructures, des Communications et des Transports (SICT) et de 13,3 Mds MXN au Secrétariat de l'Éducation publique (SEP). Selon le président de la Commission du budget, les dépenses nettes totales pour l'année prochaine devraient enregistrer une augmentation réelle de 4,2 % par rapport à 2023.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation par rapport au 26/10	Variation sur un an glissant	Niveau le 09/11
Bourse (IPC)	4,61%	+0,25%	51 016,3 points
Change MXN/USD	-3,84%	-10,72%	17,54
Change MXN/EUR	-2,80%	-4,45%	18,78
Prix du baril mexicain	-11,03%	-13,91%	73,37

Amérique centrale

La présidence de la BCIE se disputera entre des ressortissants du Costa Rica et du Guatemala. Parmi les quinze candidats présélectionnés par le cabinet Heidrick & Struggles, le conseil d'administration de la BCIE a choisi trois candidats. Les deux candidats costariciens retenus sont Ana Guissella Sánchez Maroto, qui a notamment exercé les postes de directrice régionale de la stratégie de BAC Costa Rica et de PDG de l'entreprise de consultance Global Endeavors, et Bernardo José Alfaro Araya, qui a exercé les postes de directeur général de Banco Nacional de Costa Rica et de surintendant général des institutions financières de son pays. Le candidat guatémaltèque est Jaime Roberto Díaz Palacios, vice-président exécutif actuel de la BCIE qui a en outre été directeur exécutif de PRONACOM (institution guatémaltèque promouvant la compétitivité et les partenariats entre le secteur public et les entreprises privées). Le Conseil des gouverneurs sera chargé d'élire le président le 17 novembre.

Les pays du Triangle Nord se positionnent en bas du classement des pays d'Amérique centrale pour la vitesse de l'internet à haut débit. Selon une étude de Cable.co.uk, alors qu'en Amérique centrale, la vitesse moyenne de l'internet à haut débit est de 32,88 Mégabits par seconde (Mbps), les vitesses les plus faibles sont observées au Honduras (16,76 Mbps), suivi du Guatemala (23,26 Mbps) et d'El Salvador (23,56 Mbps). La région centraméricaine occupe la huitième place du classement des 13 régions qui ont été analysées dans l'étude menée de juin 2022 à juin 2023, et se classe derrière les Caraïbes, région dans laquelle la vitesse moyenne de l'internet à haut débit est de 38,93 Mbps.

Costa Rica

L'agence de notation Standard & Poor's a relevé la note de la dette long terme en devises et en monnaie locale du Costa Rica de B+ à BB- (qui reste en « speculative grade ») avec une perspective stable. Les critères mis en avant par l'agence sont (i) la solidité des exportations, (ii) une croissance économique dynamique et (iii) de fortes liquidités issues de deux années de surplus budgétaire primaire rendus possibles grâce à la règle fiscale mise en place en 2018.

El Salvador

S&P remonte sa notation souveraine de CCC+ à B-. Avec une perspective stable, cette nouvelle notation place le risque salvadorien au niveau de la dette de l'Equateur ou du Nigeria. L'agence a justifié cette révision par la restructuration en court de la dette à court terme au travers de nouveaux instruments à moyen terme (CETES et LETES), repoussant le risque de défaut au-delà des deux prochaines années. Environ 219 MUSD de ces instruments ont été émis en octobre, contribuant à l'objectif des autorités de restructurer à terme 1,5 Md USD de dette monétaire sur le total de 2,8 Mds USD prévalant en août dernier.

La Banque mondiale a approuvé un prêt de 150 M USD pour la construction de routes et de ponts dans la municipalité d'Apopa, dans le nord de l'aire métropolitaine de San Salvador. Des ressources seront également allouées à l'amélioration des conditions de mobilité et de la sécurité routière dans cette

municipalité. Le projet, intitulé El Salvador Resilient Transport and Infrastructure Project, aura une durée de six ans et vise à améliorer la connectivité de la zone d'Apopa ainsi qu'à réduire la congestion dans la zone métropolitaine nord de San Salvador. En outre, le projet prévoit de renforcer la capacité du Fondo de Conservación Vial de El Salvador (Fovial) à accéder aux marchés des capitaux et à attirer des financements privés pour un futur programme national de réhabilitation et d'entretien de réseau routier.

En 2024, le gouvernement salvadorien devra rembourser au moins 23 prêts à la BCIE, dont plusieurs ont été contractés par le gouvernement actuel, pour un total de 250 M USD. Sur ce montant, 76 M USD seront consacrés au remboursement du capital et 174,2 M USD aux intérêts. La BCIE est l'organisation multilatérale qui a le plus prêté au gouvernement de Nayib Bukele, qui depuis 2021 ne peut accéder aux marchés internationaux en raison de son risque-pays élevé (prime qui a augmenté jusqu'à 35 %). Alors que l'obtention d'un financement sur les marchés internationaux impliquerait des paiements d'intérêts de plus de 10 % pour le pays, la BCIE a accordé au gouvernement des prêts à des taux compris entre 3 % et 5 %. Les taux d'intérêt pratiqués par la BCIE restent plus élevés que ceux qui pourraient être accordés par d'autres organisations telles que le FMI mais les conditions d'octroi de financement de la BCIE sont moins exigeantes que celles des autres organisations (FMI, BID, Banque mondiale). Cette relative facilité d'accès au financement de la BCIE peut donner lieu à des risques d'abus, comme l'illustre une récente enquête suggérant que le gouvernement salvadorien a détourné 200 M USD d'un prêt octroyé par la BCIE en juillet 2021 destiné à aider les petites entreprises à survivre à la pandémie de Covid-19, pour la mise en œuvre du bitcoin comme monnaie légale au Salvador.

Avec l'achat des parts de Grupo Éxito en Colombie, Grupo Calleja étendrait ses activités en Colombie ainsi qu'en Uruguay et en Argentine. Pour rappel, l'entreprise de distribution française Casino a annoncé en octobre qu'elle avait conclu un préaccord avec l'entreprise salvadorienne Grupo Calleja, propriétaire de la chaîne de supermarchés Super Selectos au Salvador, pour lui vendre 34,05 % (400 M USD) des actifs de la chaîne de supermarchés colombienne Éxito. Avec cette prise de contrôle de la plus grande chaîne de supermarchés de Colombie (380 magasins), Grupo Calleja rejoindrait les autres grands groupes salvadoriens implantés en Colombie, Grupo Poma et Kingsland Holdings (actionnaire majoritaire d'Avianca et minoritaire de Dollar City). En outre, cette opération ouvre la voie à l'expansion du groupe salvadorien dans les pays d'Amérique du Sud où Grupo Éxito exerce ses activités. En Uruguay, Grupo Éxito possède 100 % de la filiale Spice Investments Mercosur, qui détient 62,49 % de Grupo Disco et 100 % de Devoto y Géant, deux chaînes de supermarchés et de grands magasins. En Argentine il possède les supermarchés Libertad et les centres commerciaux Paseo.

Guatemala

Le Tribunal Suprême Electoral a suspendu le parti politique Movimiento Semilla du président élu, Bernardo Arevalo. Cette décision fait suite à une enquête menée par le bureau de la procureure générale, Maria Consuelo Porras, et s'insère plus largement dans une série d'offensives judiciaires visant à remettre en cause les résultats des élections. Freddy Orenalla, juge pénal et proche collaborateur de Maria Consuelo

Porras, avait déposé une ordonnance le 12 juillet dernier demandant la suspension de Movimiento Semilla pour des anomalies présumées dans la formation du parti en 2018. La loi électorale interdisant de suspendre un parti politique pendant la période électorale, cette suspension n'a été possible qu'à la clôture du processus électoral, le 31 octobre dernier. Ces actions contre le parti politique Semilla ont généré de vives réactions de la part de la communauté internationale, appelant au respect des résultats électoraux du 20 août dernier et à la prise de fonction effective de Bernardo Arevalo le 14 janvier prochain. En réponse à ces actions anti-démocratiques, les Etats-Unis ont imposé des restrictions de visa à une douzaine de citoyens guatémaltèques (dont la Présidente du Congrès sortant, Shirley Rivera).

Une baisse de 15 % g.a. des exportations de vêtements et textiles est attendue d'ici la fin de l'année 2023, à 1,3 Md USD. Ce faible dynamisme du secteur est lié à la baisse de la demande aux Etats-Unis, principal client du Guatemala (qui capte 32 % des exportations de biens du Guatemala en 2022) et risque de peser sur la balance commerciale, les vêtements et les textiles étant le premier poste d'exportation du pays (2,4 Mds USD exportés en 2022, soit 15 % des exportations totales).

L'entreprise publique Empresa Portuaria Quetzal (EPQ) chargée de la gestion du principal port de la côte Pacifique du Guatemala, a annoncé un plan d'investissement à 1,022 Md USD pour la période 2023-2045. Le plan directeur présenté par EPQ découpe ces investissements en trois phases : 280 M USD seront réalisés sur la période 2023-2025, 384 M USD sur la période 2026-2030 et 358 M USD sur la période 2031-2045. Ces investissements seront dédiés à la réorganisation et l'expansion du port ainsi que la construction de nouveaux quais, terminaux et routes d'accès. EPQ précise qu'ils proposeront notamment des schémas en Partenariats Public-Privé (PPP) pour financer une partie de ces projets.

Le président élu Bernardo Arévalo et le maire de la ville de Guatemala, Ricardo Quiñónez, ont annoncé la construction d'un métro dans la capitale. Ce projet de métro, présent dans le programme du président élu en août dernier, sera mis en œuvre en collaboration avec la municipalité et desservira deux itinéraires. Le premier circulera sur un axe Ouest-Est avec pour point de départ Mixco, passant ensuite par l'Obelisco et Vista Hermosa dans la ville de Guatemala, avant de rejoindre Santa Catarina Pinula. Le second itinéraire circulera sur un axe reliant le Sud au Nord-Est, partant de Villa Nueva et rejoignant la route Atanasio Tzul, ce qui nécessitera la construction d'un pont appelé El Frutal. Le métro devrait ensuite se connecter à la ligne de chemin de fer et passer par la zone 4 avant d'atteindre les zones 17 et 18 en empruntant le pont Belice 2 actuellement en construction (avec possibilité de prolongement jusqu'à Palencia). Cette deuxième ligne sera mise en service dans un second temps car elle nécessite la construction de deux ponts. Bernardo Arévalo a indiqué que le Ministère des communications avait déjà étudié la viabilité du projet mais pour l'instant aucune date n'a été fixée pour son lancement et les options de financement n'ont pas été évoquées, pas plus que l'avenir des projets de Metroriel et de tram-train léger, jusqu'à présent évoqués sur ces axes Nord-Sud et Est-Ouest respectivement.

Honduras

Selon la Banque centrale (BCH), les dépôts bancaires des particuliers représentaient 34,9 % du PIB en octobre 2023, totalisant 11,9 Mds USD. Ceux des entreprises honduriennes s'élevaient à 7,8 Mds USD, soit 22,8 % du PIB. Ces dépôts enregistraient une croissance respective de 9,3 % g.a. et 12,6 % g.a. pour les ménages et les entreprises.

Le Ministère des Finances (SEFIN) souligne la détérioration de la situation financière de l'entreprise publique d'électricité ENEE au S1 2023. A fin septembre 2023, la dette de l'entreprise publique atteignait 877 M USD, augmentant en moyenne de 65 M USD par mois. Le Ministère des Finances indique dans son rapport d'évaluation que l'ENEE n'a ni la capacité financière pour faire face à ses dettes à court terme ni de fonds de roulement suffisant lui permettant de poursuivre ses activités et appelle à la restructuration financière urgente de l'entreprise. Les paiements de l'ENEE aux producteurs privés d'électricité accumulent jusqu'à un an de retard (et ne portent par ailleurs fréquemment que sur les intérêts), décourageant les investissements privés dans le secteur électrique.

La dette publique de l'administration centrale hondurienne atteint 16,5 Mds USD au T3 2023, en hausse de 2 % par rapport au T3 2022. Au 30 juin 2023, la dette publique de l'administration centrale était composée à 48,5 % de dette interne (8 Mds USD) et 51,5 % de dette externe (8,5 Mds USD) et était libellée principalement en monnaie étrangère (63,2 %). Le solde dette / PIB atteignait 47,8 %, en baisse tendancielle depuis le pic atteint à fin décembre 2021 (59,3 %).

Nicaragua

Les investissements directs étrangers (IDE) bruts au Nicaragua se sont élevés à 1,45 Md USD (+29 % g.a.) au S1 2023, selon la Banque centrale. Les entrées nettes d'IDE, qui se sont élevées à 868 M USD au S1 2023, ont en revanche enregistré une baisse de 3,4 % par rapport au S1 2022. Ces IDE ont été destinés à 27 % à l'industrie manufacturière (236 M USD) ; 25 % pour l'énergie et les mines (215 M USD) ; 24 % dans le commerce et les services (207 M USD) et 12 % dans le secteur financier (103 M USD). La principale composante des flux net d'IDE était le réinvestissement des bénéfices (477 M USD), les entrées de capitaux destinées à de nouveaux projets notamment d'infrastructures ne représentant que 199 M USD.

Le groupe Lala, entreprise mexicaine leader du secteur laitier en Amérique latine, a annoncé la vente de l'intégralité de sa participation dans sa filiale au Nicaragua. La filiale sera vendue à Nicaragua Dairy Ventures, une filiale d'un groupe agroalimentaire présent en Amérique centrale dont le nom n'a pas été divulgué (tout comme le montant de la transaction). Pour rappel, Lala avait ouvert une usine de transformation de lait et de produits laitiers en mai 2015 dans le nord du Nicaragua pour un investissement de 50 M USD. La vente de cette filiale réduit la taille de l'antenne de Lala en Amérique centrale, qui avait déjà vendu en 2020 son usine laitière au Costa Rica. Cette opération remodèle le marché des produits laitiers de la région : la coopérative costaricienne Dos Pinos et le hondurien Lactosa, propriétaire de la

marque Sula, devenant les principaux acteurs du marché. Selon la presse hondurienne, Lacthosa serait justement le consortium derrière Nicaragua Dairy Ventures.

Dans le cadre du troisième Belt and Road Forum qui s'est tenu en octobre à Pékin, au moins sept accords de coopération, impliquant des projets dans le domaine ferroviaire, des infrastructures routières et de l'énergie, ont été signés avec la Chine. Dans le domaine ferroviaire, les accords de coopération signés comprennent le protocole d'accord pour l'étude et la construction du chemin de fer Managua-Masaya-Granada et la conception du plan directeur du chemin de fer Managua-Corinto-Bluefields. Le Nicaragua a également signé un accord avec l'entreprise publique chinoise CCCCI pour l'expansion de l'autoroute côtière au niveau de deux tronçons, Guanacaste-Nandaime-Rivas (69 km) et Rivas-Sapoá (40 km). Dans le domaine de l'énergie, un protocole d'accord a été signé avec l'entreprise publique chinoise Huadian Overseas Investment pour le développement des projets hydroélectriques Mojolka et Tumarín, ainsi que pour l'installation d'une centrale thermique de 150 MW à San Benito-Managua. En outre, un contrat a été signé avec l'entreprise publique chinoise CAMCE Engineering pour la reconstruction, l'expansion et l'amélioration de l'aéroport international de Punta Huete (Panchito).

Panama

Le 27 octobre 2023, le Groupe d'Action Financière Internationale (GAFI) a exclu le Panama de sa liste grise, marquant une étape importante dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ce processus a débuté en juin 2019 et a abouti à la mise en place de mesures significatives pour renforcer le système de prévention de ces pratiques. Pour parvenir à cette sortie, le Panama a accompli de nombreuses actions, notamment (i) la mise à jour de l'évaluation nationale des risques liés au financement du terrorisme, (ii) l'augmentation des effectifs dans les organismes chargés de l'analyse financière et des enquêtes, ou encore (iii) le renforcement des sanctions en cas de non-conformité aux normes de prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme. Cette décision devrait avoir un impact positif sur l'économie panaméenne et sur les relations financières internationales, en améliorant l'image du pays, en attirant davantage d'investissements étrangers, en facilitant l'accès à des lignes de crédit, en renforçant les relations bancaires internationales, et en réduisant la pression sur le système financier du Panama.

Dans un communiqué du 31 octobre, l'agence de notation Moody's a dégradé (la note sur la dette souveraine de l'Etat panaméen de Baa2 à Baa3 avec une perspective stable). La raison principale de cette dégradation est l'absence de réponse politique efficace aux défis budgétaires qui se sont accumulés. Une condition, selon Moody's qui « dénote une gouvernance faible et une efficacité réduite de la politique budgétaire ». L'agence estime que le Panama a certes pu réduire son déficit budgétaire grâce à une croissance robuste mais n'a pas pu prendre les mesures adéquates en matière de dépenses et afin d'améliorer l'assiette fiscale encore trop faible. Le profil de crédit du pays risque de continuer d'être soumis à des pressions, notamment dans un contexte socio-politique tendu. L'agence estime en revanche que les perspectives de croissance économique solide demeureront, ce qui permettrait à la charge de la dette du pays de rester en ligne avec celle des économies disposant du même rating. La dollarisation permettrait en outre de limiter les variations brusques des paramètres de crédit du pays.

La contestation sociale liée au contrat de concession de la mine de cuivre du pays s'est durcie au cours des deux dernières semaines et a agrégé d'autres luttes (les médecins et les enseignants notamment). Des manifestations entraînent des blocages d'axes routiers et de ponts dans tout le pays. A l'origine, le gouvernement était parvenu à renégocier le contrat en mars 2023 avec le consortium Minera Panama composé à 80 % par le groupe minier canadien First Quantum et 20 % par une entreprise minière coréenne, permettant une augmentation significative des royalties versés à l'Etat annuellement. Les contestations sur le périmètre du contrat et sur les avantages offerts à la mine avaient finalement fini par déboucher sur une nouvelle mouture du contrat en octobre. Le 2 novembre, un projet de loi pour un moratoire sur toute concession d'exploration et de production minière a été adopté par les députés. Il reviendra à la Cour Suprême de Justice (dont la décision n'est pas attendue avant mi-décembre) de se prononcer désormais sur la constitutionnalité du contrat en cours.

Caraïbes

Cuba

A Cuba, les liaisons aériennes évoluent. La compagnie espagnole Iberojet a annoncé la suspension, à compter du 10 janvier 2024, de ses vols directs reliant Madrid et La Havane. En parallèle, Iberia a confirmé la réduction des opérations vers La Havane, passant ainsi de 6 à 3 vols par semaine. Ces annonces repondraient à la réduction de la demande vers Cuba mais aussi à l'augmentation de l'activité touristique dans d'autres pays de la Caraïbe, les compagnies aériennes renforçant leur réseau long-courrier vers d'autres marchés de la zone. Par ailleurs, la compagnie aérienne Latam a repris, depuis le 29 octobre, ses vols à destination de La Havane. Cette liaison, suspendue depuis 2020, fera l'objet de 4 vols par semaine, permettant ainsi de connecter Cuba avec l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Pérou et l'Uruguay. Enfin, la compagnie BOA (Boliviana de Aviación) a inauguré, le 26 octobre dernier, le premier vol direct entre l'Île et la Bolivie. Avec une fréquence hebdomadaire, cette ligne directe au départ Santa Cruz de la Sierra devrait stimuler le commerce et le tourisme bolivien vers Cuba.

Haïti

La Banque de la République d'Haïti (BRH) autorise les institutions financières de crédits à accorder un moratoire sur les prêts jusqu'au 31 mars 2024. Dans la circulaire numéro 115-4, la BRH explique que les prêts éligibles à ce moratoire sont ceux classifiés Courants ou à Signaler au 30 juin 2023 et qui sont devenus improductifs au 30 septembre 2023 ou qui ont une forte probabilité de le devenir après, à cause des troubles socio-politiques que connaît le pays actuellement. Pendant la période du moratoire, qui implique une extension de la durée du prêt jusqu'à six mois, seul le paiement des intérêts sur les créances sera exigé.

République Dominicaine

La Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) a réduit son taux directeur de 0,25 pp, passant de 8 % à 7,75 %. Parallèlement, le taux de la facilité de prêt marginal (Repos à 1 jour) est passé de 8 % à 7,75 % et le taux de la facilité de dépôt (Overnight) est passé de 6,25 % à 6,00 %. Le Conseil monétaire de la Banque centrale a pris cette décision en tenant compte de l'évolution récente du contexte international et de la situation économique de la République dominicaine, notamment de l'inflation, qui se maintient dans l'intervalle cible de 4 % \pm 1 pp. Ainsi, l'inflation annuelle est passée de 9,64 % en avril 2022 à 4,41 % en septembre 2023, soit une diminution de 523 points de base en cinq mois. Le Conseil a également considéré la croissance économique des États-Unis, qui a été révisée à la hausse à 1,8 % en rythme annuel au T1 2023, ainsi que le plein emploi sur le marché du travail américain.

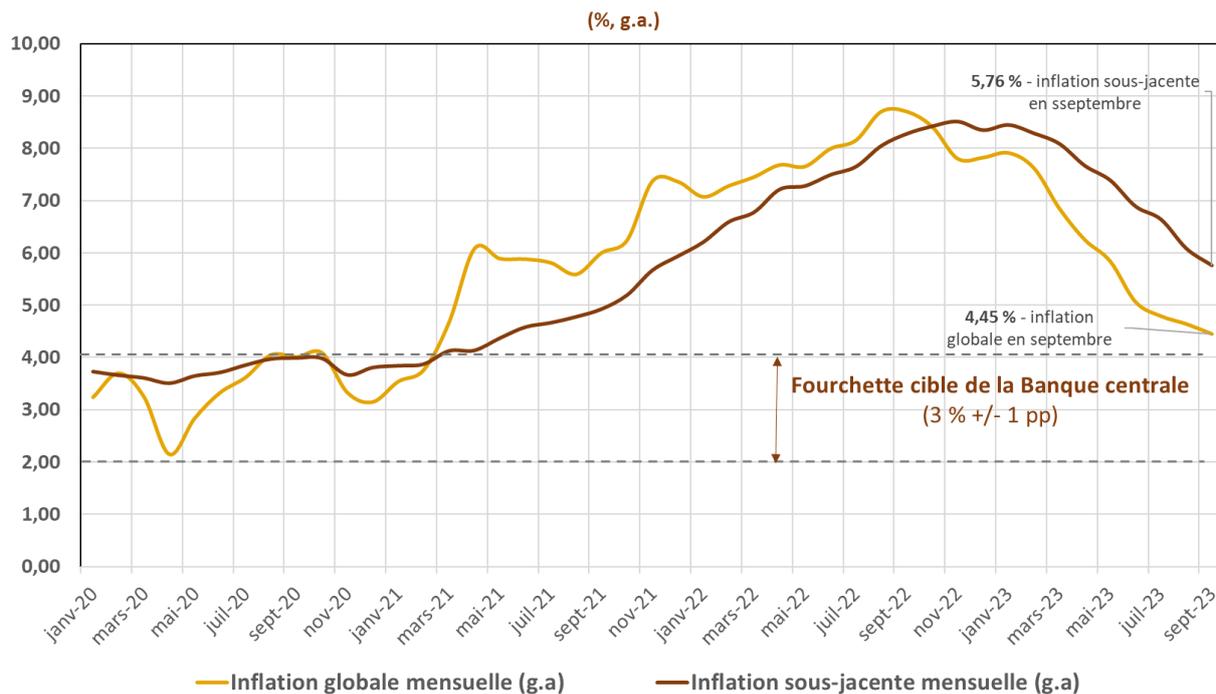
Dans le cadre du 76ème anniversaire de la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD), le gouverneur de la banque a mis à disposition des informations complémentaires sur la performance de l'activité économique et du marché du travail pour la période janvier-septembre 2023. Au cours de son allocution, le gouverneur a exposé les principales interventions réalisées par la BCRD pour faire face aux tensions inflationnistes suite (i) à la pandémie, (ii) aux hausses marquées des prix des produits de base, y compris le pétrole, (iii) aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement et (iv) à l'augmentation des coûts de transport des conteneurs. À cette fin, la combinaison du durcissement de la politique monétaire restrictive avec les subventions du gouvernement en gelant les prix du carburant domestique et en suspendant les ajustements des tarifs de l'électricité a permis à l'économie d'entamer un processus de redressement.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	4,7 %	3,1 %	1,8 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	6,50 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	4,75 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	7,75 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

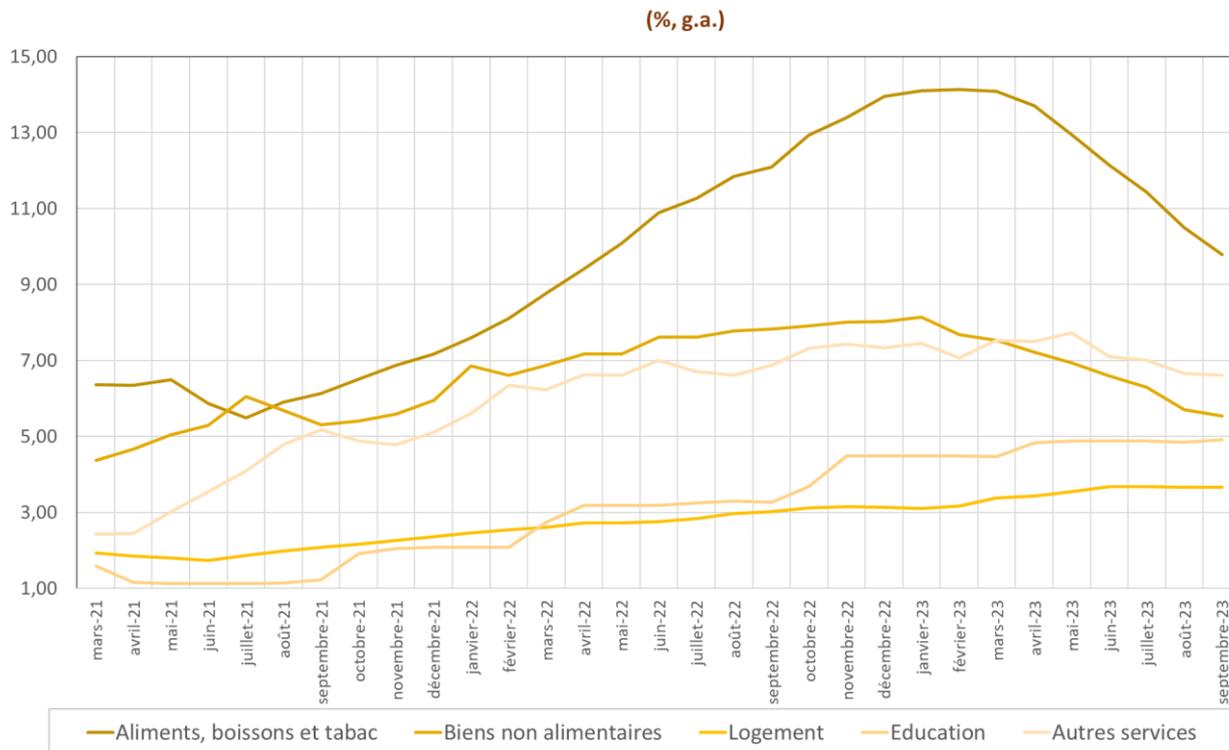
– Annexe Graphique Mexique –

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE



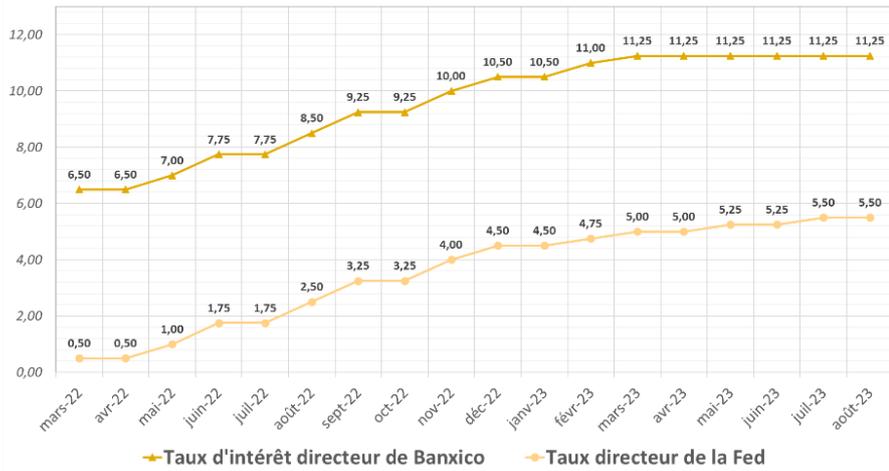
Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

EVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

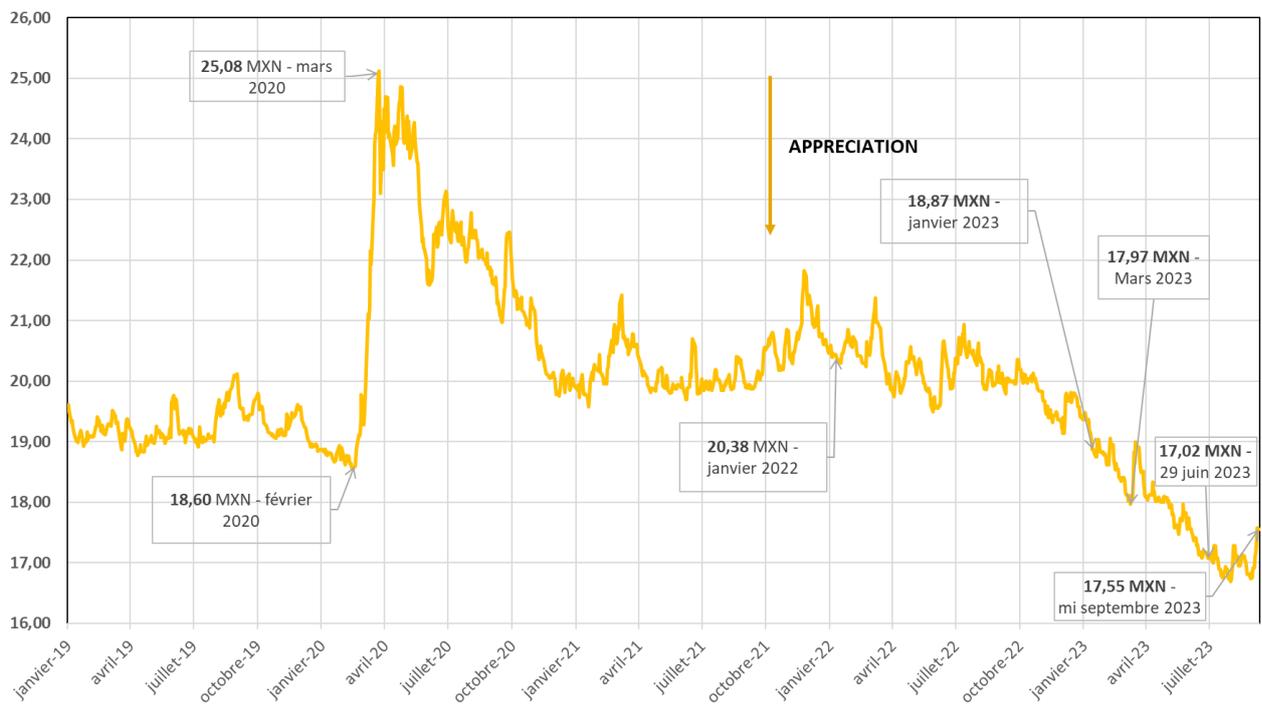
**DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**



date	Taux d'intérêt directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
mars-22	6,50	0,50	600
avr-22	6,50	0,50	600
mai-22	7,00	1,00	600
juin-22	7,75	1,75	600
juil-22	7,75	1,75	600
août-22	8,50	2,50	600
sept-22	9,25	3,25	600
oct-22	9,25	3,25	600
nov-22	10,00	4,00	600
déc-22	10,50	4,50	600
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	600
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575

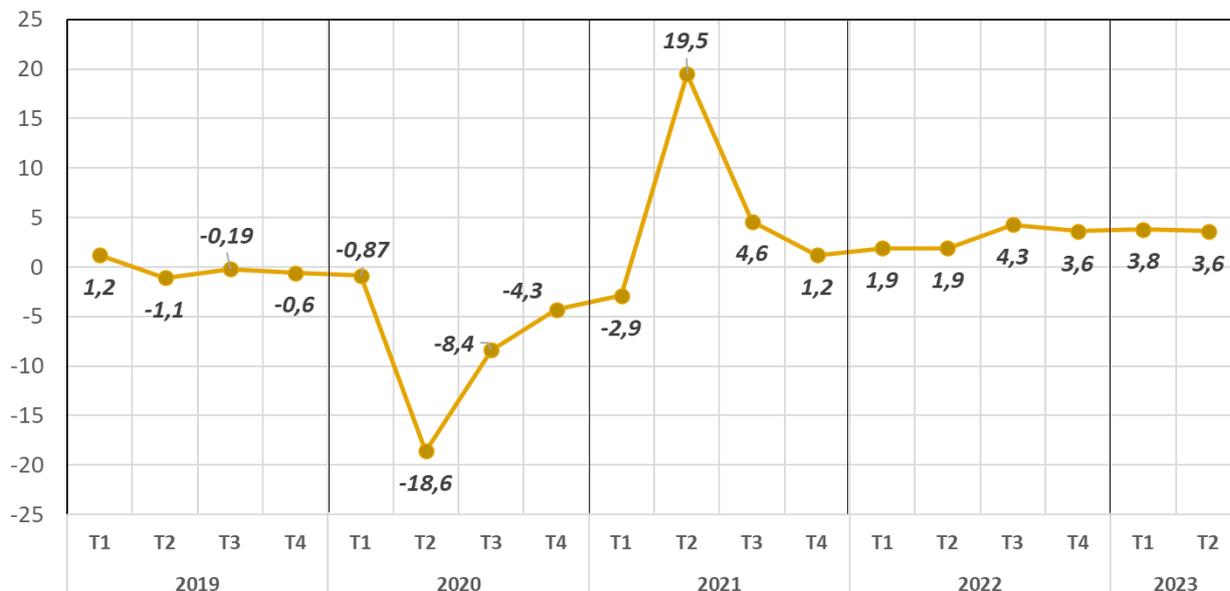
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

**EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE
(MXN/USD)**



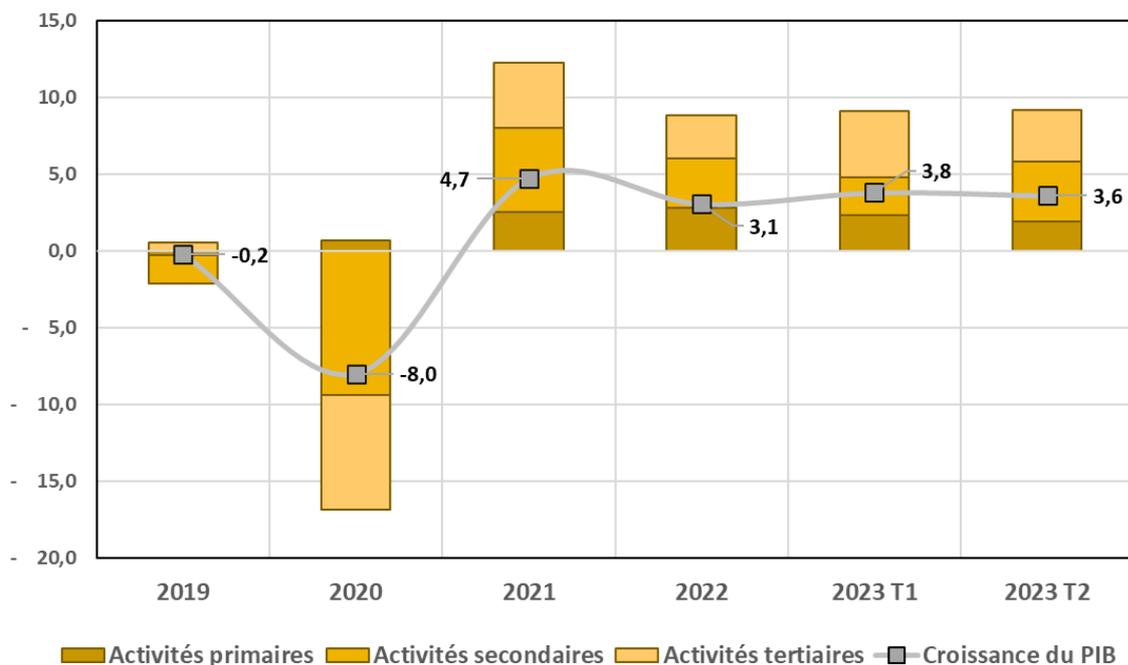
Source : Banque centrale du Mexique

TAUX DE CROISSANCE DU PIB (%, glissement annuel)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

DECOMPOSITION DE LA CROISSANCE PAR TYPE D'ACTIVITES (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr